

CONSEIL DE L'EUROPE

COMITE DES MINISTRES

Recommandation Rec(2004)18 du Comité des Ministres aux Etats membres relative à l'enseignement de la médecine transfusionnelle au personnel infirmier

*(adoptée par le Comité des Ministres le 15 décembre 2004,
lors de la 909e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15 *b* du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres et que l'un des moyens d'atteindre ce but est d'engager une action commune dans le domaine de la santé ;

Tenant compte de la Résolution n° (78) 29 sur l'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux prélèvements, greffes et transplantations de substances d'origine humaine ;

Rappelant également ses Recommandations n^{os} R (80) 5 concernant les produits sanguins pour le traitement des hémophilies, R (81) 14 sur la prévention de la transmission des maladies infectieuses dans le transfert international du sang, de ses composants et de ses dérivés, R (84) 6 sur la prévention de la transmission du paludisme par la transfusion sanguine, R (85) 12 sur le dépistage de la présence de marqueurs sida chez les donneurs de sang, R (86) 6 sur les lignes directrices pour la préparation, le contrôle de qualité et l'utilisation du plasma frais congelé (PFC), R (88) 4 sur les responsabilités sanitaires dans le domaine de la transfusion sanguine, R (95) 14 sur la protection de la santé des donneurs et des receveurs dans le cadre de la transfusion sanguine, R (95) 15 sur la préparation, l'utilisation et l'assurance de qualité des composants sanguins, R (96) 11 sur la documentation et l'archivage destinés à garantir le suivi du sang et des produits sanguins, notamment dans les hôpitaux, et Rec(2002)11 sur le rôle de l'hôpital et du clinicien s'agissant de garantir l'usage optimal du sang et des produits sanguins ;

Considérant :

- l'importance des composants sanguins dans l'hémothérapie moderne et la nécessité d'assurer leur innocuité, leur efficacité et leur qualité ;
- qu'il s'agit de composants d'origine humaine et qu'il convient, par conséquent, de prendre en compte certains principes techniques et éthiques particuliers ;
- que la biotechnologie ne fournit aucun substitut à la plupart des produits sanguins ;
- la nécessité de fournir aux autorités sanitaires, aux services de transfusion ainsi qu'aux banques de sang des hôpitaux et aux utilisateurs hospitaliers des lignes directrices sur la préparation, l'utilisation et l'assurance de qualité des composants sanguins ;
- que la sécurité des transfusions sanguines (dont la prescription relève de la responsabilité du médecin) dépend largement du personnel infirmier qui intervient dans les transfusions, à l'hôpital et à domicile, et aussi dans les établissements sanguins ainsi que dans d'autres domaines spécialisés tels que la transfusion autologue et la greffe de moelle osseuse ;
- que la majorité des réactions indésirables et événements fâcheux les plus graves liés à des transfusions sanguines pouvant entraîner une morbidité grave ou la mort sont dus à des erreurs humaines ou à des erreurs dans la chaîne de transfusion ;
- que ces complications peuvent être évitées ou réduites grâce à l'application de mesures de sécurité avant et pendant la transfusion ;

– qu'il est essentiel que le personnel infirmier reçoive une formation appropriée pour assurer la sécurité, l'efficacité et la qualité des transfusions sanguines,

Recommande aux gouvernements des Etats membres de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte :

1. que tous les infirmiers reçoivent une formation en transfusion sanguine ;
2. que seuls les infirmiers qui ont suivi une formation et passé des examens spécifiques en médecine transfusionnelle soient autorisés à la pratiquer ;
3. que les cursus de formation prennent en compte les exigences de la médecine transfusionnelle moderne et d'autres domaines spécialisés tels les troubles oncologiques et hématologiques, la chirurgie, le don de sang autologue ainsi que la greffe de moelle osseuse et la transplantation d'organes ;
4. que la mise en œuvre et l'évaluation de programmes de formation continue soient assurées afin d'améliorer la qualité et la sécurité de la transfusion sanguine ;
5. que des mécanismes soient mis en place pour assurer la collaboration entre les infirmiers, les médecins, et autres personnels de santé travaillant dans les hôpitaux, les établissements sanguins et les banques de sang ;
6. que des mesures soient prises pour contrôler la connaissance des principales procédures, comme l'audit hospitalier, avec un retour d'information permanent et la mise en œuvre de mesures correctrices pour assurer une amélioration continue des résultats ;
7. que des lignes directrices et des règles de procédure en matière de médecine transfusionnelle pour le personnel infirmier et le reste du personnel soient élaborées conformément aux recommandations du Conseil de l'Europe.